

D 1025 AMÉRIQUE CENTRALE: LES ÉGLISES D'AMÉRIQUE DU  
NORD AU PRÉSIDENT REAGAN

Rassemblés dans un "Comité inter-Eglises sur les droits de l'homme en Amérique latine", de hautes autorités des Eglises chrétiennes du Canada et des Etats-Unis ont envoyé une lettre au président Reagan le 14 mars 1985. Ces personnalités religieuses, signataires de la missive, demandent solennellement au président des Etats-Unis, "avant qu'il soit trop tard", de faire prévaloir les "initiatives politiques" sur les "tendances militaristes" pour le règlement des conflits en Amérique centrale, Nicaragua compris.

Depuis, le président Reagan s'est certes vu refuser le crédit de 14 millions de dollars pour l'aide militaire aux anti-sandinistes, le 23 avril dernier; mais il décidait l'embargo commercial total contre le Nicaragua le 30 avril suivant, en réplique à la visite du président nicaraguayen Ortega à Moscou la veille. Quant à El Salvador et au Guatemala, c'est le statu quo politique et militaire qui prévaut.

Note DIAL

Le 14 mars 1985

Monsieur Ronald Reagan  
Président des Etats-Unis d'Amérique  
Maison Blanche - WASHINGTON, D.C.

Monsieur le Président,

Motivés par notre profonde inquiétude pour les peuples d'Amérique centrale et les appels en faveur de la paix de divers groupes chrétiens craignant que toute la région s'engouffre dans une guerre de plus en plus tragique, nous venons aujourd'hui vous demander de prêter l'oreille à la voix des victimes qui souffrent, tant à cause de la pauvreté déshumanisante à laquelle les disparités sociales et économiques les ont réduits, qu'à cause de la répression et de la militarisation. Nous vous demandons de mettre fin aux mesures contribuant à la militarisation. Nous vous invitons à vous engager immédiatement en faveur du processus de Contadora, d'y apporter votre concours et de renforcer ainsi les efforts latino-américains de paix régionale.

Les coûts humains, engendrés par des siècles de pauvreté sont fort bien connus: malnutrition, taux élevés de mortalité infantile, analphabétisme, chômage ou sous-emploi, conditions de travail oppressives, logements insuffisants, non accès à la terre, à l'éducation, aux services de santé, ainsi

qu'aux processus démocratiques. Les coûts humains de la militarisation croissante, avec son cortège d'activités accrues des escadrons de la mort, de tortures et de bombardements de civils, ne font qu'ajouter à un fardeau de souffrances déjà intolérable. Les données statistiques sont horribles: plus de 50.000 Salvadoriens, dont une majorité de civils, tués au cours des cinq dernières années principalement par les forces de sécurité officielles et les escadrons de la mort; plus de 7.000 Nicaraguayens, encore des civils surtout, tués par les forces anti-sandinistes; 1,5 million de personnes déplacées au Guatemala et au Salvador; des dizaines de milliers de réfugiés répandus dans tout l'hémisphère, soumis à la violation de leurs droits et à des cruautés inhumaines.

Le plus grand nombre de ces victimes sont des pauvres. Plusieurs sont des catéchistes et autres agents de pastorale, ou encore des personnes ayant travaillé à améliorer les conditions de vie de ceux qui souffrent.

Au cours de l'année dernière, de nouvelles possibilités de paix sont apparues. Les pays membres du groupe de Contadora (la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela) ont déployé de grands efforts diplomatiques en vue d'éviter des guerres "accidentelles", de soustraire les conflits centro-américains du contexte idéologique Est-Ouest et d'établir les fondements permettant aux différents pays voisins de vivre en sécurité en dépit de la diversité économique, politique et sociale. En consultation avec les gouvernements de tous les pays d'Amérique centrale, ils sont parvenus à rédiger une ébauche de traité visant l'élimination ou la réduction des bases, des exercices, des conseillers militaires étrangers, ainsi que des transferts d'armes et l'élaboration de mesures en vue d'empêcher les gouvernements de se saper les uns les autres.

Au Salvador, la rencontre entre le président Duarte et d'autres membres de son gouvernement avec les représentants du FMLN-FDR, à La Palma, a semblé prometteur d'un règlement de la situation. Les manifestations des Salvadoriens à La Palma illustrent leur profond désir d'un retour à la paix. N'ayant pu aboutir à un minimum d'ententes à Ayagualo, en décembre dernier, le gouvernement du Salvador, pressé par les forces armées, a suspendu les pourparlers. Il ne fait aucun doute que la majorité des Salvadoriens souhaitent un règlement politique global et authentique du conflit et qu'ils aspirent à la disparition du régime de violence et de répression qui marque leur vie quotidienne.

Nombreuses sont les voix qui privilégient ces initiatives politiques plutôt que militaires en faveur de la paix:

- de nombreux organismes religieux d'Amérique centrale ont réclamé un règlement négocié des conflits;
- le Pape Jean-Paul II, au cours de sa visite au Salvador, a prôné le "dialogue", et donc la négociation, et Mgr Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, a multiplié les efforts en ce sens depuis 1981;
- Les porte-parole de nos Eglises au Canada et aux Etats-Unis ont réclamé, à maintes reprises, des solutions diplomatiques plutôt que militaires;
- divers groupes d'universitaires et un grand nombre de groupes de citoyens des deux pays se sont prononcés dans le même sens;
- les Ministres des Affaires étrangères et de la Communauté économique européenne et de l'Amérique centrale, réunis à San José, Costa Rica, le 1er octobre 1984, ont affirmé que le processus Contadora était, "le meilleur moyen d'arriver à une solution à la crise" et "une étape fondamentale dans le processus de négociation";

- parlant au nom du Canada, le ministre des Affaires extérieures, le très honorable Joe Clarck, a qualifié le processus Contadora de "meilleur instrument qui soit pour obtenir une stabilité quelque peu durable dans la région"; il a également déclaré que le processus "méritait un solide appui politique et moral à l'échelle internationale";
- le gouvernement des Etats-Unis s'est publiquement déclaré en faveur du processus de Contadora et du dialogue au Salvador.

En dépit de tous ces appels à la paix, plusieurs factions ont contrecarré tant le processus de Contadora que les négociations au Salvador. En observant l'ampleur croissante des ressources humaines et financières consacrées à l'équipement, aux manoeuvres et aux stratégies militaires, nous ne pouvons que constater le poids réduit des voies politiques dans la recherche de la paix. Ce qui semble abstrait sur papier - les hélicoptères "Gunships AC 47" et les obusiers - se traduit, dans les faits, par un plus grand nombre de paysans tués et de villages détruits. Les souffrances s'intensifient à chaque heure.

A titre de leaders religieux des Etats-Unis et du Canada, nos obligations s'étendent au-delà de nos pays et embrassent tous nos frères et soeurs. Nous croyons que Dieu est au milieu de ceux qui, en dépit de la souffrance et de la violence environnantes, aspirent à la paix.

De notre côté, nous ne cesserons pas de défendre leur cause et de presser nos gouvernements respectifs à faire tout ce qui leur est possible pour appuyer les solutions politiques plutôt que militaires. Dans nos deux pays, le 17 mars 1985 marquera l'ouverture d'une semaine de sensibilisation du public à la crise en Amérique centrale. Nous ferons appel alors à tous les gouvernements intéressés, afin qu'ils s'emploient à rétablir la paix plutôt que la guerre.

En tant que Président des Etats-Unis d'Amérique, vous avez le pouvoir de renverser les tendances militaristes actuelles et de collaborer aux efforts régionaux pour la paix. Un traité de Contadora aurait pour effet de réduire et d'éliminer toute aide, tout personnel et toute base militaire en Amérique centrale. La présence et l'aide militaire américaines dans la région ne sont pas minimes; votre engagement public à les réduire de façon véritable est essentiel à toute entente. Un traité de Contadora mettrait fin à l'aide étrangère aux "contras". Il favoriserait le retour au respect du droit international. Vous avez en main le pouvoir de mettre fin à l'aide aux "contras" provenant de sources américaines. Il vous est loisible d'opter pour le respect de la compétence de la Cour internationale de Justice, dans des dossiers touchant la paix en Amérique centrale.

Monsieur le Président, le meilleur moyen de s'employer à faire la paix est d'arrêter de faire la guerre. En optant pour les voies politiques et diplomatiques, en aidant les peuples d'Amérique centrale à régler les problèmes que soulèvent chez eux les graves disparités sociales et économiques, vous pouvez devenir un artisan de paix. Votre administration démontrera ainsi combien elle est engagée en faveur de la justice - ce dont chacun s'attend du gouvernement des Etats-Unis - et se gagnera un respect bien mérité. Nous exigeons et nous prions pour que vous optiez pour ces solutions avant qu'il ne soit trop tard.

Rév. Dr Donald W. Anderson  
Secrétaire général  
Conseil Canadien des Eglises

Mgr E.W. Scott, D.D.  
Primat  
Eglise épiscopaliennne du Canada

Rév. Arie G. Van Eek  
Secrétaire exécutif  
Conseil des Eglises chrétiennes  
réformées du Canada

Le Rév. A.J. Calder  
Modérateur  
Eglise presbytérienne  
au Canada

Rév. Dr Robert Smith  
Modérateur  
Eglise unie du Canada

Mgr Faber MacDonald  
Evêque catholique du diocèse  
de Grand Falls, Terre Neuve

Mgr Adolphe Proulx  
Evêque catholique du diocèse  
de Gatineau-Hull, Québec

Mgr Peter A. Sutton, o.m.i.  
Evêque catholique du diocèse  
de Labrador-Schefferville

Dr Arie Brouwer  
Président  
National Council of Churches  
United States of America

Dr Avery Post  
Secrétaire général  
United Church of Christ

Rév. Dr Robert C. Campbell  
Secrétaire général  
American Baptist Churches in  
the United States of America

S. Margaret Cafferty, P.B.V.M.  
Présidente  
Leadership Conference of  
Women Religious (E.U.)

Graham H. Rights  
Président  
Moravian Church in America

Rév. Roland Faley, T.O.R.  
Directeur exécutif  
Conference of Major Superiors  
of Men

Mgr Walter Sullivan  
Roman Catholic Bishop of  
Richmond, Va.

Mgr Maurice J. Dingman  
Roman Catholic Bishop of  
Des Moines, Iowa

Rév. Robert Binhammer, D.D.  
Président  
Eglise luthérienne en Amérique -  
section Canada

Donald Laitin  
Clerk  
Canadian Yearly Meeting -  
Society of Friends (Quakers)

Mgr Remi J. De Roo  
Evêque catholique du diocèse  
de Victoria, Colombie Britannique

Mgr John A. O'Mara  
Evêque catholique du diocèse  
de Thunder Bay, Ontario

Mgr Raymond Roy  
Evêque catholique du diocèse  
de Saint-Paul, Alberta

M. Jacques Champagne  
Directeur exécutif  
Organisation catholique canadienne  
pour le développement et la paix

Mgr John M. Allin  
Presiding Bishop  
Episcopal Church  
United States of America

Mgr James Mase Ault  
Président  
General Board of Homeland Ministries  
United Methodist Church

S. Marjorie Tuite  
Présidente  
National Assembly of Religious  
Women

Samuel Caldwell  
Secrétaire général  
Philadelphia Yearly Meeting  
Religious Society of Friends (Quakers)

Le Rév. Robert Neff  
Secrétaire général  
Church of the Brethren

Rév. Gustav H. Schultz  
Evêque, Southwest Province  
Association of Evangelical  
Lutheran Churches

Mgr Thomas Gumbleton  
Roman Catholic Bishop of  
Detroit, Mich.

Mgr P. Francis Murphy  
Roman Catholic Bishop of  
Baltimore, Md.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous  
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 295 F - Etranger 330 F - Avion 440 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441